



PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 JUIN 2024

Membres de droit

Mme BERTRAND DORLEAC [Présidente de la FNSP]	Excusée [proc. à M. Gallet]
Mme COLIN [Directrice Générale de la DGAFP]	Excusée [proc. à M. Potier]
Mme LE BRIGNONEN [Directrice de l'INSP]	Représentée par M. Lartigau
M. LEWIS [Président de l'Université de Bordeaux]	Excusé

Personnalités extérieures

Mme BOSDECHER	Présente	M. LEÏS	Excusé [proc. à M. Gallet]
M. ETCHECAHARRETA	Excusé [proc. à M. Gallet]	Mme PAPIN	Excusée [proc. à M. Potier]
M. GALLET	Présent	M. POTIER	Présent

Enseignants (Collège A)

M. COMPAGNON	Présent	M. DÉLOYE	Excusé [proc. à M. Tiberj]
Mme DUCHESNE	Présente	M. TIBERJ	Présent
M. FERRIÉ	Présent		

Enseignants (Collège B)

Mme GAUDIN	Présente	Mme N'DIAYE	Présente
Mme LECIS COCCO ORTU	Excusée [proc. à Mme Gaudin]	Mme PISTRE	Présente
Mme NAKANABO DIALLO	Présente		

Collège BIATSS

M. ROUGER	Excusé [proc. à Mme Gaudin]
-----------	-----------------------------

Étudiant-e-s

M. BALLE	Présent	Mme DELFAUD	Excusée [proc. à M. Lambert]
Mme BONNAUD	Présente en visio	M. DIARD	Présente
Mme PAIRO	Présent	M. DOUBERCHTEIN-GRIGORIEFF	Présent
Mme TRICHET	Présente en visio	M. FOURRIER	Présent
		M. LAMBERT	Présent

Membres Es Qualités

Mme AMMAR-KHODJA [Agent comptable]	Présente
M. DARBON [Directeur de Sciences Po Bordeaux]	Présent
Mme LEBRUN [Représentant Mme la Rectrice de l'Académie de Bordeaux]	Présente
M. BARREAULT [Directeur Régional des Finances Publiques]	Représenté par Mme Pénélaud
M. GALDERISI [Recteur délégué ESRI]	Excusé
Mme COUDERC [Directrice Générale des Services]	Présente

Invité-e-s

Mme ANNEZO	Présente	M. HOFMANN-MARTINOT	Excusé
Mme BASSOULET	Présente en visio	M. LACAZE	Présent
M. BERROU	Présent	M. LAFORE	Excusé
M. BERTRAND (Gilles)	Présent	M. LE GRAËT	Excusé
M. BERTRAND (Olivier)	Présent	M. LEMAIRE-PATIN	Présent en visio
Mme CARDONA	Présente	Mme MARTIN	Présente
Mme CARON	Présente en visio	M. MBAYE	Présent
M. CORNU	Présent en visio	Mme PELLARINI	Présente en visio
Mme DELAMARRE	Présente en visio	Mme PINCHAULT	Présente
Mme DUENAS	Présente en visio	M. PRÉVOT	Présent
M. DUVERGER	Présent	M. RAMON	Présent
Mme FALLERI-VIALARD	Excusée	Mme REILHAN	Excusée
Mme FOREST	Présente en visio	Mme ROUMAGNE	Présente
M. SMITH	Excusé	M. SADRAN	Excusé
Mme THIRIOT	Présente	Mme TAJRI	Excusée

M. Gallet salue les participants et les remercie de leur présence. L'ordre du jour étant dense, il propose de commencer sans tarder.

1. Informations générales

■ Approbation du Procès-Verbal du Conseil d'Administration du 14/03/2024 PJ. 1

En l'absence de remarque, M. Gallet soumet au vote l'approbation du procès-verbal.

Résultat du vote	Délibération 2024-11
Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	29
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	9
	Pour 29
	Contre 0
	Abstention 0

→ Résultat : adoptée

■ Point d'information sur la gestion de crise (conflit Israël Palestine et 1^{ère} année)

M. Darbon propose un point d'information sur deux situations connues au cours de l'année. La première concerne des faits relatifs à la diffusion de propos à caractère discriminatoire ayant conduit à une procédure disciplinaire toujours en cours. Daniel Compagnon gère cette procédure, dont la décision finale est attendue pour le 1^{er} juillet. La deuxième situation porte sur les manifestations autour de l'affaire Israël-Palestine Gaza. Cette situation a fait l'objet d'une négociation pacifique ayant abouti à un texte commun, accepté à l'unanimité des élus et de la direction : « L'ensemble de la communauté de Sciences Po Bordeaux exprime sa solidarité et sa compassion envers les communautés étudiante, scientifique et universitaire en Palestine et en Israël, ainsi qu'envers l'ensemble des personnels impactés par le conflit israélo-palestinien et réaffirme son attachement indéfectible aux principes du droit international et au respect des droits de l'homme. La direction de Science Po Bordeaux confirme sa décision, comme c'était déjà le cas depuis le 7 octobre 2023, sur décision du gouvernement, de maintenir la suspension des mobilités étudiantes sortantes et des programmes de recherche, compte tenu de la situation sécuritaire et académique en Israël et dans la région. Les mobilités entrantes déjà engagées sont maintenues afin de ne pas pénaliser les étudiants. La direction rappelle que tous les accords de partenariat font l'objet d'une révision au moment de leur terme. Une conférence sera organisée à la rentrée universitaire par Sciences Po Bordeaux en présence des chercheurs et enseignants-chercheurs de l'établissement et le réseau de scientifiques sur le conflit israélo-palestinien. »

M. Ballet prend la parole au nom de l'UNEF pour remercier la direction pour ce travail collectif, ils peuvent être fiers d'être parvenus à un consensus. Il souligne que l'UNEF reste cependant engagée pour la suppression du partenariat avec l'Université Ben-Gourion.

M. Douberchtein-Grigorieff précise que la mobilisation continue avec la réception de 300 à 400 signatures pour mettre fin au partenariat avec l'Université Ben-Gourion, qui sera rediscuté l'année prochaine. Il souligne que la mobilisation a conduit à la promesse d'une interruption prolongée, voire à la suppression du partenariat.

M. Gallet salue l'esprit constructif et positif qui a conduit à l'adoption du texte, ainsi que le sens des responsabilités des élus étudiants dans ce moment difficile.

■ Présentation de l'architecture générale de la réforme du second cycle PJ. 2

M. Compagnon commence par présenter les objectifs et les principes de la réforme du master :

- Les objectifs :
 - La clarification et la lisibilité de l'offre de formation.
 - La prolongation de la réforme du premier cycle.
 - La professionnalisation accrue pour une meilleure insertion des étudiants.
 - L'élaboration de la formation et de l'évaluation à partir de la nouvelle fiche RNCP. C'est sur la base de cette fiche, applicable à tous les instituts d'études politiques français, que seront évaluées les formations.

- L'adaptation aux transformations sociétales et à celles du monde du travail, telle que l'intelligence artificielle.
- L'encouragement des innovations pédagogiques.
- Les principes:
 - Un processus de concertation a été mené depuis novembre, avec la construction d'un cadre de réflexion lors de la réunion du 15 mars puis l'élaboration des principes directeurs et d'une architecture du master pour le conseil des études du 6 juin.
 - Ces principes sont :
 - Des pôles de formation intégrés et cohérents, avec des enseignements communs et une gouvernance pédagogique de pôle.
 - Des mutualisations de cours entre pôles limitées, afin de rendre la gestion plus simple pour les scolarités.
 - Une pluridisciplinarité dans chaque pôle.
 - Des éléments transversaux : des thèmes comme la transition écologique, le numérique et le traitement des données seront présents dans tous les pôles, adaptés selon les spécificités de chaque pôle, conformément au référentiel de compétences national et dans la continuité de la réforme du premier cycle.
 - Le grand oral sera maintenu et réorganisé au niveau des pôles pour renforcer sa pertinence et son lien avec la professionnalisation des étudiants.
 - Des modules de formation spécifiques, comme ceux existant pour le journalisme, seront proposés.

La première proposition de la direction, faite après la phase de concertation et présentée au Conseil des études du 6 juin, prévoyait une organisation en cinq pôles avec 18 parcours, dont un nouveau. Cette proposition a suscité de vives critiques, amenant la direction à réajuster le dispositif organisé désormais en six pôles, qui fut discuté à la CPCA. L'objectif initial était d'adopter cette architecture pour avancer dans le travail et préparer la phase suivante, dédiée à la structuration interne des pôles et aux maquettes de chaque parcours. Cependant, cette nouvelle proposition n'a pas non plus obtenu de consensus au sein des représentants enseignants et chercheurs au CA. Par conséquent, la direction a décidé de reporter la délibération sur ce schéma au conseil d'administration de la fin septembre. Des suggestions, voire une proposition alternative, sont attendues d'ici là de la part des collègues pour arbitrer entre les options à cinq ou six pôles. Prendre une décision au prochain CA est important pour pouvoir débiter le travail sur les maquettes de pôles et de parcours dans le courant de la prochaine année universitaire. Une fois l'architecture adoptée, la phase 2 commencera avec la construction des maquettes et les consultations nécessaires menées par pôle. Un document détaillant les contraintes financières, pédagogiques et administratives (RNCP, système des ECTS, moyens, calendrier des retours attendus etc.), sera disponible ensuite pour guider les réflexions. Les maquettes devront être adoptées d'ici juin 2025, au dernier conseil d'administration de l'année prochaine. La réforme sera ainsi mise en œuvre à la rentrée de septembre 2026 pour les quatrièmes années, et en septembre 2027 pour les cinquièmes années.

M. Gallet s'enquiert d'éventuelles questions.

M. Tiberj commence par remercier la direction de rouvrir la réflexion sur les scénarios de cinq ou six pôles et se réjouit de la rédaction d'une notice technique, qui leur permettra de réfléchir autour d'éléments concrets. Selon lui, un enjeu important est l'innovation pédagogique, notamment en diversifiant les méthodes d'enseignement et les temporalités, et la nécessité de penser différemment pour éviter de continuer dans une logique d'institutionnalisme historique et de path dependency. Enfin, M. Tiberj se réjouit de l'intégration du traitement et de l'analyse des données dans tous les pôles d'enseignement, mais il note que la montée en charge devra être soigneusement planifiée.

M. Lambert remercie pour le travail accompli et le report de la délibération, mais il regrette la manière dont la consultation a été menée pour la réforme du second cycle et appelle à une réelle consultation des étudiants. Les étudiants en master aujourd'hui font remonter de nombreux éléments sur leurs parcours et il faut les écouter. M. Lambert assure que les élus étudiants s'impliqueront activement dans la construction des maquettes et le contenu des enseignements.

M. Compagnon reconnaît ne pas avoir tenu ses engagements concernant la consultation des étudiants : finalement, les étudiants ont plus été informés que consultés. Pour remédier à cela, un calendrier des consultations des parties sera proposé après le conseil d'administration de septembre, et il s'engage à le respecter.

M. Potier recommande de clarifier les intitulés des pôles « carrières publiques » et « métiers de la gouvernance de l'action publique », qui sont trop proches.

M. Gallet exprime son sentiment sur le temps de mise en œuvre de la réforme. Alors que l'objectif de la réforme est d'adapter la formation aux besoins du marché du travail et aux évolutions rapides comme l'intelligence artificielle, elle semble longue à se concrétiser. Il comprend la nécessité de concertation, mais il rappelle que l'innovation, c'est aussi la rapidité d'exécution. Ensuite, il rejoint la préoccupation de M. Potier concernant la lisibilité des intitulés des pôles, soulignant l'importance de la clarté pour maintenir la singularité de Sciences Po Bordeaux par rapport à d'autres institutions. L'établissement doit rester attractif et fidèle à son identité tout en s'adaptant aux évolutions du marché et aux attentes des étudiants.

Mme Duchesne n'est pas d'accord : une réforme bien pensée nécessite du temps pour être élaborée de manière intelligente, d'autant plus que les collègues doivent faire face à une charge de travail très importante. Elle rappelle également que la réforme du second cycle est conçue pour suivre celle du premier cycle, ce qui nécessite de prendre le temps d'évaluer les impacts de cette première réforme avant de mettre en œuvre des changements. Démarrer la réforme en 2026 permet de la débiter avec les étudiants ayant déjà vécu la première réforme.

Mme Gaudin fait part de deux remarques. Premièrement, il est logique de faire démarrer la réforme du second cycle en septembre 2026, car celle-ci s'appuie sur les acquis du premier cycle et cette continuité permet aux enseignants d'adapter les prérequis et les attentes pédagogiques. Ensuite, par rapport à la nécessité de s'adapter aux innovations, Mme Gaudin trouve important d'éviter une précision excessive pour laisser une grande marge d'adaptabilité. La démarche compétence, qui privilégie le développement de savoir-faire adaptatifs plutôt que l'accumulation de connaissances spécifiques est sur ce point cruciale : en se concentrant sur la plasticité et l'adaptabilité des étudiants, l'institut s'assure que ses diplômés peuvent s'ajuster aux évolutions futures.

M. Lartigau se demande comment la nouvelle organisation des pôles sera structurée et régulée pour éviter des doublons.

M. Compagnon explique que les pôles ne représentent pas une structure supplémentaire, mais remplacent les majeures devenues obsolètes. La gouvernance des pôles par une équipe pédagogique vise à renforcer la cohérence et la robustesse des formations, qui étaient devenues spécialisées et parfois fragiles, du fait de dépendre sur certains individus particuliers. Les pôles devraient offrir une plus grande souplesse pour intégrer des spécialités nouvelles sans nécessiter des réformes majeures à chaque fois.

L'année prochaine sera cruciale pour ajuster ce nouveau système et anticiper les problèmes potentiels avant sa mise en œuvre et le basculement sur le nouveau logiciel de scolarité. Le souci de la lisibilité et de la pertinence des intitulés des pôles et parcours sera également pris en compte, avec des ajustements possibles pour moderniser les appellations.

M. Gallet a une question concernant les projections d'effectifs pour les deux scénarios de réforme des pôles, que ce soit à cinq ou six pôles. Il souhaite savoir comment ces scénarios pourraient influencer le recrutement et l'attractivité des masters, et répondre aux problèmes de disparités entre masters.

M. Compagnon répond que la direction est constamment préoccupée par l'équilibre des effectifs entre les différents parcours. L'objectif d'avoir une offre plus adaptée, plus lisible et plus facile à appréhender, c'est de rééquilibrer l'orientation entre les parcours et de s'orienter vers un partage égal des effectifs. Il s'agit aussi de corriger un problème identifié dans une récente étude : bien que le taux global de placement de nos diplômés sur le marché du travail soit bon, un nombre significatif d'étudiants ressentent le besoin de suivre une autre formation après Sciences Po Bordeaux, ce qui indique des problèmes de positionnement. La direction souhaite d'ailleurs améliorer les procédures d'orientation, car les représentations mentales que les étudiants se font des parcours ne correspondent ni à la réalité des débouchés, ni souvent à ce qui est réellement enseigné.

M. Darbon revient sur les questions de temporalité et souligne que l'IEP travaille sous des contraintes importantes. En effet, parallèlement à la réforme, plusieurs engagements doivent être respectés : (1) le RNCP, signé pour la période 2024-2028, (2) le Contrat pluriannuel, en vigueur de novembre 2023 à 2027, qui impose des contraintes financières et (3) le COMP (Contrat Objectifs Moyens Performance), en vigueur de 2025 à 2027, qui impose une démarche spécifique, peu familière aux universitaires. Les négociations avec le rectorat pour ce contrat doivent commencer le 12 juillet, et il leur a annoncé qu'il faudrait rajouter un pôle sans bien sûr d'augmentation des moyens financiers.

■ Point d'information sur la stratégie réseaux sociaux de l'établissement

Mme Roumagne commence par indiquer qu'environ 70 % des étudiants de Sciences Po Bordeaux, toutes promotions confondues, consultent la page Instagram de l'établissement. Ce chiffre souligne l'importance des réseaux sociaux dans la communication de l'institution.

- Les outils de communication de Sciences Po Bordeaux :
 - Sciences Po Bordeaux est présent sur six réseaux sociaux : Instagram, Facebook, LinkedIn, YouTube, X, et Threads depuis cette année.
 - Communication externe : le site web, la newsletter externe, le mailing.
 - Communication interne : l'ENT, les écrans dynamiques et la newsletter interne.
- La stratégie :
 - Objectifs :
 - Information : communiquer des informations institutionnelles, pratiques et événementielles.
 - Image : maintenir et développer l'activité de l'école, garantir une image qualitative, responsable et authentique, et renforcer les liens avec le monde socio-économique tout en attirant des salariés.
 - Cibles :
 - Externes : Étudiants, futurs étudiants, professionnels, partenaires sociaux et économiques, partenaires académiques, alumni, futurs employeurs, et potentiels salariés.
 - Internes : Étudiants, personnels administratifs, et enseignants-chercheurs.
 - Principes :
 - Sobriété : Respecter l'obligation de neutralité en tant qu'établissement public.
 - Régularité : Assurer une présence constante sur les réseaux sociaux pour maximiser l'impact.
 - Qualité des contenus : Prioriser la qualité sur la quantité.
- L'équipe :
 - L'équipe est constituée d'un community manager, d'un social média manager et d'un webmaster, qui supervise la communication digitale.
 - Ils utilisent un calendrier éditorial préétabli et des outils de programmation, avec des mises à jour hebdomadaires en fonction de l'actualité.
 - Les messages sont adaptés selon les différents réseaux sociaux et les cibles spécifiques.
 - Enfin, des outils de veille sont employés pour suivre la réputation des comptes.
- Les pics d'activité sur les réseaux sociaux :
 - La rentrée de septembre,
 - Les périodes d'admissions, principalement en mars, mai et juin,
 - La période événementielle, qui s'étend d'octobre à avril.
- Focus sur les réseaux sociaux ayant le plus fort taux d'engagement :
 - Instagram : Avec 8 000 abonnés, ce réseau est le principal canal pour atteindre les jeunes générations, notamment les étudiants. La fréquence de publication est d'une story par jour et environ trois posts par mois. Instagram connaît une forte progression avec une augmentation de 43 % des abonnés en deux ans.
 - LinkedIn : Avec environ 22 000 abonnés, LinkedIn cible principalement les alumni, les professionnels, et les partenaires sociaux et académiques. Les publications, qui sont principalement institutionnelles, se font deux fois par semaine. Le réseau a également enregistré une forte progression, avec une augmentation de 22 % des abonnés en deux ans.
 - X : Ce compte est conservé pour le moment comme outil de veille et de repost.
 - Threads : Ce compte a été ouvert pour faire un test. Pour l'instant, ce n'est pas très concluant en termes d'activité.
- Perspectives d'amélioration :
 - Étoffer la dimension éditoriale sur LinkedIn afin de mieux illustrer l'expertise de Sciences Po Bordeaux sur les questions sociétales,
 - Trouver de nouveaux formats pour Instagram et de développer des supports interactifs animés,
 - Renouveler l'offre de podcasts avec un nouveau prestataire et des contenus diversifiés.

M. Gallet demande s'il existe de bonnes pratiques ou des sources d'inspiration auprès des autres IEP.

Mme Roumagne répond qu'il est nécessaire de développer la dimension éditoriale. Actuellement, la communication se concentre principalement sur des informations pratiques et événementielles, mais il manque un contenu plus substantiel. Il s'agirait de développer cette approche en collaboration avec les enseignants-chercheurs et les étudiants.

M. Berrou indique qu'ils ont lancé des réunions régulières entre le service communication recherche et le service communication de l'IEP et qu'il y a évidemment l'enjeu de la médiation scientifique.

Mme Bosdecher suggère d'augmenter la fréquence des publications sur Instagram et de se concentrer sur des contenus simples, mais engageants, tels que la vie étudiante, des photos de l'institut, et des portraits d'étudiants en formats réels. Elle s'enquiert également de la gestion des commentaires.

Mme Roumagne répond qu'ils ont choisi de ne pas répondre aux critiques. Concernant Instagram, elle est d'accord avec les suggestions de Mme Bosdecher, d'autant plus que les enquêtes montrent que les posts sont davantage consultés par les étudiants que les stories.

M. Le Graët tient à souligner les efforts du service communication pour répondre aux besoins spécifiques de la formation continue.

■ Compte rendu de l'utilisation de la délégation du CA au Directeur

M. Mbaye informe le Conseil de deux marchés récents. Le premier concerne la maîtrise d'œuvre pour la rénovation de la façade nord, notifiée le 5 juin 2024, d'un montant de 142 967 €, attribué au cabinet DM-Marco. Le second concerne la mise en œuvre d'un réseau, notifié le 14 mai 2024, d'un montant de 332 000 €. Il informe ensuite sur les deux contentieux en cours. Le premier, contre l'IEP, concerne un recours en référé suspension dans le cadre d'une césure. Il a été rejeté, mais l'étudiant maintient son recours au fond. Le second recours est dirigé contre Aquimob, qui est hébergé à l'établissement, donc indirectement contre l'IEP. Le Directeur a signé le mémoire Défense lundi pour demander le rejet de cette requête.

2. Affaires financières

■ Adoption du budget rectificatif 2024 n° 1 PJ.3.1 et 3.2

Mme Cardona présente le premier budget rectificatif de 2024. Elle commence par souligner deux éléments importants : l'augmentation des emplois, avec une hausse de quatre équivalents temps plein (ETPT) et la signature de deux projets de recherche, financés l'un par l'ANR (projet vertical) et l'autre par la région Nouvelle-Aquitaine. Ces projets sont portés par le centre Émile Durkheim. La présentation se fera en trois parties : I) les autorisations d'emploi, II) les autorisations budgétaires en recettes et III) les autorisations budgétaires en dépenses.

S'agissant des autorisations d'emploi (I) :

- Une augmentation de quatre équivalents temps plein travaillés (ETPT) pour les emplois sous plafond, tandis que le nombre d'emplois hors plafond reste inchangé.
- Ces 4 ETPT se répartissent de la façon suivante :
 - +0,5 ETPT pour le poste de coordinateur d'EPS, afin de remplacer un enseignant en arrêt maladie par une personne administrative.
 - +0,5 ETPT pour le service des ressources humaines.
 - +1 ETPT pour les enseignants contractuels.
 - +1,3 ETPT pour un vacataire.
 - +0,7 ETPT pour l'ajustement au niveau du service informatique et du projet de gestion électronique de documents.

S'agissant des autorisations budgétaires en recettes (II) :

- Augmentation globale de 4 % des recettes, avec une hausse de 26 % des recettes fléchées et seulement 1 % pour les recettes globalisées.
- Concernant les recettes globalisées, la hausse de 1 % se traduit par :



- Une augmentation de 68 000 € dans les recettes propres. Cela inclut 36 000 € de refacturations habituelles non inscrites dans le budget initial, des recettes liées à la perception des IGSS (congrés maternité), ainsi que d'autres petites recettes, comme des projets tutorés pour 5 000 €.
- Une augmentation de 14 000 € dans les autres financements publics, principalement liés à la recherche.
- Une augmentation de 8 000 € dans la fiscalité affectée, en raison d'un ajustement de la CVEC, avec une augmentation par étudiant (45 € au lieu de 42 €) et un effectif plus élevé que prévu (1856 au lieu de 1796).
- Une augmentation de 9 000 € dans la subvention pour charges de service public.
- Pour les recettes fléchées, la hausse de 26 % correspond à une augmentation de 317 000 €, dont :
 - 213 000 € proviennent des autres financements publics fléchés, principalement liés à deux nouveaux projets de recherche.
 - 245 000 € pour l'unité budgétaire de la recherche liée à ces projets.
 - 93 000 € d'augmentation des recettes propres fléchées pour la chaire TerESS.
 - 9 800 € pour le projet JPPJV, renouvelé chaque année.

S'agissant des autorisations budgétaires en dépenses (III) :

- Le tableau budgétaire n° 2 montre les détails des augmentations par type de dépenses. En autorisations d'engagement, il y a une augmentation de 577 000 €, mais seulement 108 000 € d'augmentation des dépenses, avec une hausse dans les dépenses de personnel et de fonctionnement, et une diminution des crédits de paiement pour l'investissement. Ces évolutions entraînent une variation de 1 % par rapport aux prévisions initiales, avec une forte réduction des dépenses d'investissement.
- Les principales variations sont :
 - Une augmentation de 237 000 € pour la recherche.
 - Une hausse dans les fonctions supports, principalement en ressources humaines, avec une diminution dans le service du patrimoine due à la réduction des crédits de paiement pour les projets de travaux.
- Concernant les dépenses de personnel :
 - Une augmentation globale de 7 %, soit une hausse de 323 000 €.
 - La majeure partie de cette augmentation provient des ressources humaines, avec 64 000 € pour les personnels non enseignants et 165 000 € pour le rattrapage de la RAEP (20 000 €) et l'augmentation des enseignants contractuels et ATER (145 000 €).
 - Une augmentation de 15 500 € concerne des dépenses d'œuvres sociales initialement classées en fonctionnement, maintenant requalifiées en dépenses de personnel.
 - Une hausse de 14 000 € pour les ajustements sur les chaires TRENT et DAS.
- Concernant les dépenses de fonctionnement :
 - Une augmentation de 6 %, soit 279 971 €, principalement pour les projets de recherche et les services de soutien.
 - Une réallocation des crédits non consommés en 2023, notamment pour la CVEC et le projet Balafon.
 - Une augmentation de 35 000 € pour le programme JPPJV.
 - Un ajustement de crédits pour l'audit du service RH, reporté de 2023 à 2024.
- Concernant les dépenses d'investissement : une diminution de 20 % des crédits de paiement, affectant principalement la seconde phase de l'avenue Léon Duguit et l'installation de stores sur la façade sud, en raison des incertitudes et de l'avancement des projets.

Mme Cardona soumet au vote du conseil d'administration :

- À l'article 1, les autorisations budgétaires suivantes :
 - 58 ETPT sous plafond et 24 hors plafond.
 - En autorisations d'engagement : 12 606 911 €.
 - En crédits de paiement : 11 934 274 €.
 - Montant des recettes : 10 002 793 €.
 - Solde budgétaire négatif de 1 913 680 €.
- À l'article 2, les prévisions comptables suivantes :
 - Un résultat patrimonial négatif de -923 106 €.
 - Une insuffisance d'autofinancement de 341 506 €, indiquant que l'IEP ne génère pas de ressources suffisantes pour financer des opérations d'investissement cette année.

- Une variation négative des fonds de roulement de 2 120 328 €.
 - Une variation négative de la trésorerie de 1 954 810 €.
- Enfin, à l'article 3, l'affectation en réserves facultatives de 359 311,39 €.

M. Gallet s'enquiert d'éventuelles questions.

M. Lambert indique que l'UNEF continue de porter des projets de solidarité pour améliorer la vie des étudiants en difficulté financière, en se concentrant sur l'exonération des frais d'inscription et la gratuité du sport. Ils attendent les propositions de la direction après leurs discussions et confirment leur engagement et vigilance sur ces questions.

En tant que contrôleur budgétaire de l'établissement, Mme Pénélaud fait part d'une analyse plus tempérée du budget, notant une croissance de 700 000 € de la masse salariale par rapport aux derniers comptes financiers. Bien que Sciences Po Bordeaux bénéficie d'une stabilité de sa subvention pour charges de service public, cela implique que le rééquilibrage budgétaire devra être trouvé ailleurs. Le budget prévoit une augmentation de 4,4 % des dépenses de fonctionnement et un potentiel décaissement de 7,7 millions d'euros, avec des recettes prévisionnelles de 4,35 millions, entraînant une ponction de 3,3 millions sur la trésorerie. Ainsi, bien que le budget pour 2024 ne présente pas de risque immédiat d'insoutenabilité, il montre une rigidification notable, notamment par l'écart spectaculaire de la masse salariale entre 2023 et 2024. Mme Pénélaud appelle donc à la prudence dans la gestion des contrats pour assurer la soutenabilité de la paie à moyen terme.

M. Darbon souligne que l'établissement est aujourd'hui confronté à des questions de faisabilité et d'étendue de leurs activités dans un contexte de ressources limitées. Il ajoute que selon un document de l'AEF, les droits d'inscription dans les grandes écoles françaises ont considérablement augmenté ces trois dernières années, atteignant 30 à 40 000 € pour trois ans, contre environ 6 000 € à Sciences Po Bordeaux. La question de leur périmètre d'action se posera de façon de plus en plus importante.

En l'absence de remarques supplémentaires, M. Gallet met la délibération aux voix.

Résultat du vote		Délibération 2024-12
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		29
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		9
	Pour	29
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

■ Admission en non-valeur PJ. 4

Mme Ammar-Khodja propose une admission en non-valeur concernant une créance pour une bourse à mobilité versée à une étudiante. Le montant initial était de 2 250 €, et 1 275 € ont été recouvrés. Toutes les actions de recouvrement ayant été épuisées, il est proposé que Sciences Po prenne en charge le reliquat de 975 €.

M. Gallet met la délibération aux voix.

Résultat du vote		Délibération 2024-13
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		29
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		9
	Pour	29
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

3. Affaires statutaires

■ Avis nomination Pr François Dabis à la direction de l'ESE PJ.5.1, 5.2 et 5.3

M. Darbon explique que François Dabis est un spécialiste reconnu en épidémiologie travaillant à l'ISMED. Il est également très proche de Sciences Po Bordeaux, avec qui il a développé des programmes communs depuis de nombreuses années. Selon M. Darbon, l'avis ne peut être que très favorable.

Au nom de l'UNEF, M. Diard exprime sa satisfaction concernant la nomination du docteur Dabis et affirme leur intention de continuer à collaborer avec l'Espace Santé Étudiant.

En l'absence d'autres remarques, M. Gallet soumet la délibération au vote.

Résultat du vote		Délibération 2024-14
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		29
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		9
	Pour	29
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

■ Modification du règlement intérieur de la bibliothèque PJ. 6

M. Mbaye explique que les modifications visent à mettre en conformité les modalités de prêt entrées en vigueur en 2023, la fin des suspensions de prêts, et la possibilité d'emprunter certains crédits. De plus, cette conformité inclut les nouveaux tarifs votés en mars 2024 par le conseil d'administration. Avec cette logique de gratuité, Sciences Po Bordeaux s'aligne sur la politique de gratuité des universités de Bordeaux et Bordeaux-Montaigne.

En l'absence de questions, M. Gallet soumet la délibération au vote.

Résultat du vote		Délibération 2024-15
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		29
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		9
	Pour	29
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

4. Ressources humaines

■ Modification du règlement temps de travail PJ. 7

M. Bertrand présente les résultats d'un chantier de plusieurs mois visant à revoir le temps de travail des personnels administratifs et techniques. Un système de badgeuses a été mis en place il y a plus de quinze ans, puis revu partiellement en 2018. Depuis quelques années, ils constatent un certain nombre de dysfonctionnements : augmentation des congés non pris, des heures supplémentaires et des demandes de récupération d'heures hors des règles. Un groupe de travail de vingt personnes, incluant les élus du CSA et du CA, ainsi que des agents volontaires, a été formé. Ils ont tenu des réunions mensuelles depuis décembre, aboutissant à des propositions concrètes visant la satisfaction de l'ensemble des agents concernés.

Le principal objectif est de renforcer le rôle des chefs de service, le système étant actuellement centralisé au niveau du service RH. Cela inclut la création de plans d'accueil et de continuité pour gérer le temps de travail et de présence des agents, la mise en place du télétravail, et l'organisation de semaines de travail différentes de la traditionnelle semaine de cinq jours. Les chefs de service sont invités à définir avec leur équipe un projet annuel pour le service et l'accueil des usagers. Ils pourront également définir des cycles de travail, comme des semaines hautes et basses, et accéder directement aux données de leurs équipes pour corriger les anomalies de pointage.

M. Bertrand présente les différentes modifications :

- Révision du temps de travail :
 - Option 1 : Maintien du temps de travail actuel à 39 heures par semaine avec 22 jours d'ARTT.
 - Option 2 : Réduction à 36 heures par semaine avec une diminution proportionnelle des jours d'ARTT. Cette option inclut aussi une expérimentation de la semaine de quatre jours, sur la base du volontariat, avec des journées de 9 heures.
- Redéfinition des plages fixes : Les agents pourront quitter le travail à 16 heures le mercredi et le vendredi, au lieu de 16h30.
- Heures supplémentaires :
 - Passage d'un bilan mensuel à un système annuel avec un crédit/débit de 24 heures, permettant une meilleure régulation des heures sur l'année.
 - Clarification de la définition : les heures supplémentaires sont celles effectuées en dehors des heures normales d'ouverture, comme les week-ends et soirées.
- Gestion des congés :
 - Limitation du report des congés à dix jours après le 31 août, avec la possibilité de reporter sur un compte épargne temps ou de les prendre avant le 31 janvier de l'année suivante.
 - Assouplissement des règles de prise de congés au printemps, avec 10 jours à prendre entre janvier et juin, remplaçant les deux périodes obligatoires de cinq jours. Ces ajustements visent à améliorer la conciliation entre vie professionnelle et personnelle, et à éviter les congés non pris en fin d'année.

M. Gallet s'enquiert d'éventuelles questions.

Mme Pénélaud demande si des volontaires se sont manifestés pour l'expérimentation de la semaine de quatre jours. Elle soulève également une préoccupation concernant la pause déjeuner : une demande syndicale nationale réclame une durée minimale de 40 minutes et elle se demande si la réduction à 20 minutes ne pose pas de problème.

M. Bertrand répond qu'aucun volontaire ne s'est encore manifesté, mais une campagne sera lancée une fois le projet voté. Concernant la pause méridienne, elle peut varier de 20 minutes à 2 heures. Étant donné que le système est basé sur le badgeage, la pause est flexible dans cette plage horaire. Il précise que si la pause est de seulement 20 minutes, elle est incluse dans le temps de travail, conformément à une circulaire de l'éducation nationale de 2002.

M. Gallet soumet la délibération au vote.

Résultat du vote	Délibération 2024-16	
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		28
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		9
	Pour	28
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

■ Charte des contractuels PJ. 8

M. Bertrand explique que l'IEP compte actuellement trois enseignants contractuels, dont la rémunération était fixée selon la grille des agents titulaires. Ils ont décidé d'ajouter un chapitre à la charte de gestion des agents contractuels, initialement prévue pour les agents administratifs et techniques, pour inclure les enseignants contractuels. Désormais, ces enseignants sont rattachés à la gestion des agents contractuels de catégorie A de l'établissement. Ils bénéficient donc de la même grille de rémunération, des mêmes durées de progression, et de la possibilité de bénéficier d'un CDI au bout de deux ans.

En l'absence de questions, M. Gallet soumet la délibération au vote.

Résultat du vote	Délibération 2024-17	
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		28
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		9

Pour	28
Contre	0
Abstention	0

→ Résultat : adoptée**■ Mise à jour du référentiel des équivalences horaires 2024-2025 PJ. 9**

M. Darbon rappelle les grandes orientations du projet : vérifier les modalités d'attribution des primes et décharges, les mettre en conformité avec les principes de légalité et les évolutions jurisprudentielles, notamment celles du Conseil d'État, tout en simplifiant le dispositif et en harmonisant les pratiques. Il s'agit de préparer les effets de la réforme de l'offre de formation du second cycle.

M. Bertrand ajoute que les enseignants ont été impliqués depuis novembre dans des groupes de travail et la rédaction des fiches de poste. Le sujet a été débattu le 6 juin en conseil des études et le 18 au comité social d'administration. Après des ajustements, une réunion avec le CSA a eu lieu hier, aboutissant à une abstention plutôt qu'à un vote contre. Il résume ensuite les principales modifications apportées au REH :

- Responsables de filières et programmes internationaux : Le volume horaire pour ces responsables reste à 64 heures, bien qu'ils aient fait remonter entre 66 à 69 heures TD. En revanche, une rémunération pour l'examen des dossiers de candidature, actuellement non rémunéré pour les enseignants alors qu'elle l'est pour les vacataires, sera introduite au-delà de 50 dossiers examinés.
- Coordination des disciplines : La charge de travail, initialement fixée à 20 heures, sera réduite à 15 heures suite au retour des coordinateurs.
- Responsabilités du parcours Master : La valorisation passe d'un taux fixe de 20 heures à un système basé sur les effectifs. Le minimum est fixé à 15 heures, avec un ajout de 10 heures si le parcours est ouvert à l'apprentissage, allant jusqu'à 40 heures pour les parcours avec plus de 30 étudiants et ouverts à l'apprentissage. Cela représente une augmentation totale de 85 heures de valorisation.
- Direction de cycle préparation au concours : La valorisation est réduite de 70 à 60 heures, en comparaison avec les directions des études.
- Pilotage d'une chaire : Une nouvelle valorisation est ajoutée pour le pilotage d'une chaire, avec une décharge de 15 heures TD pour les enseignants qui assurent cette responsabilité.
- Rémunérations accessoires : La rémunération des mémoires, rapports de stage, et autres activités connexes, a été supprimée. L'évaluation des élèves est incluse dans la responsabilité des services, et la répartition équitable de ces tâches entre les enseignants reste une priorité.

M. Tiberj souligne que dans d'autres institutions, l'encadrement des mémoires est rémunéré et reconnu dans le service. Il craint que cette décision n'aggrave la situation en laissant les free riders faire ce qu'ils veulent et en renforçant l'idée que ce travail est gratuit, alors même qu'un nombre conséquent de collègues s'investissent énormément. Il s'étonne de ce changement entre la CPCA et maintenant.

M. Bertrand répond que le changement de position a été présenté hier au CSA et que les représentants du personnel doivent consulter les personnels concernés.

M. Darbon explique que le retrait de la rémunération pour les mémoires est motivé par des questions de légalité. C'est également une mesure anticipatoire face aux défis posés par l'intelligence artificielle, comme ChatGPT, qui a des conséquences sur le type de mémoires qui pourront être exigés à l'avenir. Un chantier sera lancé prochainement et ce sera l'occasion d'examiner comment prendre en compte les implications des collègues, dans un contexte de contraintes financières croissantes.

Mme Couderc précise que les représentants du personnel ont demandé une clause de revoyure du REH pour l'année 2026 et que cette demande a été acceptée. Des groupes de travail seront mis en place durant l'année 2025-2026.

Mme Pénélaud attire l'attention sur la jurisprudence récente de la Cour des comptes depuis 2023, suite au remplacement de la Cour de discipline budgétaire et financière par la septième chambre. Deux décisions importantes sont à noter : (1) une amende de 10 000 € a été infligée à un président de conseil général pour avoir effectué une rémunération sans texte et (2) une jurisprudence concernant un directeur des affaires juridiques, condamné à 4 000 € parce qu'on a considéré qu'un directeur des affaires juridiques ne pouvait pas méconnaître la loi. La septième chambre semble donc exercer un contrôle plus strict, avec des amendes plus élevées que la précédente instance. Elle

rappelle donc l'importance pour les opérateurs de l'État, comme Sciences Po Bordeaux, de se conformer rigoureusement aux exigences de la Cour.

Mme Pairo insiste sur la nécessité de rémunérer le travail lié aux mémoires et de limiter le nombre de mémoires que les enseignants doivent gérer. L'UNEF critique la tendance à augmenter les primes au détriment des décharges, alors que les décharges doivent être la norme et les primes l'exception. Concernant le recrutement, l'UNEF rejoint les alertes concernant certains enseignements, comme le droit, et souligne l'importance d'avoir un personnel enseignant et professoral adéquat pour mettre en œuvre les réformes des cycles de formation.

M. Potier fait remarquer que dans le monde professionnel, les mémoires sont de plus en plus remplacés par des rapports d'étonnement ou des notes succinctes.

M. Darbon confirme que c'est dans ce sens-là qu'ils souhaitent aller.

Mme Gaudin aborde deux points principaux. Tout d'abord, elle souligne la pénurie d'enseignants en droit et la difficulté à couvrir les enseignements actuels. Elle recommande d'assurer déjà en interne les cours avant d'ajouter de nouveaux enseignements. Ensuite, elle exprime des réserves sur la rémunération des mémoires, considérant que diviser le service des enseignants en petites unités de travail et les rémunérer de cette manière nuit à la qualité de l'enseignement et au sens de leur métier. La rémunération n'a pas incité davantage de collègues à s'investir dans cette tâche et de toute façon, les rémunérations seront toujours jugées insuffisantes.

M. Tiberj exprime son désaccord avec Mme Gaudin. Selon lui, réduire les décharges pour les enseignants-chercheurs fait qu'ils doivent accomplir ces tâches sur leur temps de recherche, ce qui compromet in fine la qualité de leur enseignement. La multiplication des tâches administratives et des demandes d'enseignement se fait au détriment de la recherche et il déplore que l'institution semble ignorer ces enjeux. M. Tiberj insiste sur le fait que le travail d'encadrement des mémoires ne devrait pas être considéré comme une tâche secondaire et que sa non-rémunération envoie le signal d'une non-reconnaissance du travail des enseignants-chercheurs et d'une recherche qui doit se faire gratuitement.

M. Gallet questionne la possibilité d'évaluer les chercheurs en fonction de leurs publications, afin d'objectiver le temps consacré à la recherche.

M. Berrou appuie les propos de M. Tiberj sur la surcharge de travail dans les communautés académiques. Le métier d'enseignant-chercheur englobe trois aspects principaux : l'enseignement, la recherche, et l'administration de l'enseignement et de la recherche – devenue particulièrement chronophage en raison du financement par projet. Selon lui, certaines responsabilités devraient être systématiquement reconnues par des décharges pour éviter que les collègues ne soient dissuadés d'assumer ces tâches administratives. Il est également d'avis que la qualité de l'enseignement est intimement liée à la qualité de la recherche. Concernant l'objectivation du travail des chercheurs soulevée par M. Gallet, la tentative de moduler le service en fonction de critères objectifs est compliquée. Par exemple, comment évaluer un chercheur qui publie peu, mais qui passe beaucoup de temps dans une équipe de recherche à monter les projets, ou un chercheur qui fait énormément de médiation scientifique ?

Mme Duchesne estime que l'objectivation de la recherche se reflète aussi dans la réputation de l'établissement, qui repose sur des unités de recherche importantes comme les UMR. La réputation de Sciences Po Bordeaux est renforcée par une forte activité de recherche et les réformes devraient favoriser une meilleure intégration entre recherche et enseignement. Concernant la rémunération des mémoires, elle comprend la nécessité de respecter les aspects légaux.

Mme N'Diaye aurait une question concernant la décharge pour la direction des UMR. Dans le cas du LAM, la direction est assurée par un binôme incluant un directeur adjoint. Elle demande si dans le cas d'une nouvelle direction où le directeur de l'UMR serait un CNRS, il serait possible de transférer la décharge au directeur adjoint. Cela permettrait aux enseignants-chercheurs de participer à la direction de leur laboratoire. Jusqu'à présent, il y a un manque de candidats parmi les enseignants-chercheurs, faute de décharge proposée.

M. Darbon indique que cette situation sera réévaluée en 2026 et qu'il est impossible de prendre une décision aujourd'hui. Il souligne l'importance de maintenir un équilibre entre les obligations d'enseignement, de recherche et administratives des enseignants-chercheurs. Les directions successives ont cherché à maintenir et même valoriser la recherche dans la formation, mais la priorité doit rester l'enseignement des étudiants. M. Darbon exprime des réserves

quant à l'augmentation des décharges, arguant que cela réduirait la présence des enseignants auprès des étudiants et conduirait à une dépendance accrue sur les contractuels pour les enseignements.

M. Bertrand rappelle que le projet présenté ne va pas vers une augmentation du temps de travail, mais plutôt vers une augmentation des décharges, en particulier pour les responsabilités de parcours de master.

M. Lambert souligne qu'il n'est pas normal qu'un enseignant encadre 20 mémoires. Il espère qu'après la période transitoire, un véritable débat de fond sera mené sur les modalités d'encadrement des mémoires, tant pour les enseignants que pour les étudiants.

Mme Thiriot apporte des précisions concernant la répartition des mémoires. Avec la rémunération des mémoires, l'objectif était d'attribuer entre trois et sept mémoires par directeur. En réalité, parmi les 80 encadrants, seuls 30 avaient plus de trois mémoires, tandis que 50 avaient entre un et deux mémoires. Deux collègues se sont dévoués et ont pris en charge des mémoires supplémentaires parce que certains étudiants se retrouvaient sans encadrement. La politique de rémunération n'a donc pas conduit à un rééquilibrage efficace.

En l'absence d'autres remarques, M. Gallet soumet la délibération au vote.

Résultat du vote		Délibération 2024-18
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		28
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		9
	Pour	16
	Contre	0
	Abstention	12

→ Résultat : adoptée

■ Présentation du rapport social unique PJ. 10

M. Bertrand présente le rapport social unique :

- Effectifs :
 - L'établissement connaît une hausse continue des effectifs, avec une augmentation de 4,5 % en un an, 10 % en cinq ans, et 25 % en dix ans.
 - Cette croissance est surtout due aux personnels contractuels, dont le nombre a crû de 127 % en dix ans. Les enseignants titulaires ont augmenté de 20 % en dix ans, ce qui reste insuffisant.
 - Concernant les agents contractuels, 55 % des agents administratifs et techniques sont désormais des contractuels, avec une majorité de 59 contractuels contre 47 titulaires. 41 % de ces contractuels ont des CDI, grâce à la charte de gestion des contractuels de 2022. Parmi eux, 57 % sont des contrats de catégorie A et 75 % sont des femmes, ce qui influence les écarts de rémunération.
- Écarts de rémunération :
 - Les écarts de rémunération persistent, bien qu'ils tendent à se réduire. Ces écarts sont inexistantes pour les postdoctorants et doctorants, en raison de l'absence d'ancienneté.
 - Les différences de rémunération peuvent être attribuées à l'ancienneté, l'âge et la répartition des postes de grade, les hommes occupant souvent les postes les plus élevés.
 - Les heures complémentaires sont majoritairement réalisées par des hommes, ce qui contribue également aux écarts de rémunération.
 - Les effectifs récents sont principalement féminins, tandis que les agents les plus anciens sont majoritairement masculins, ce qui explique les disparités salariales.

M. Bertrand conclut en disant que l'établissement doit publier un index des écarts de rémunération d'ici fin septembre. Il permettra de faire des comparaisons avec d'autres établissements et dans le temps.

M. Gallet remercie M. Bertrand pour cette présentation claire et synthétique.

5. Politiques de l'établissement

■ Rapport sur l'insertion professionnelle des diplômés PJ. 11

Mme Annézo présente l'enquête sur l'insertion professionnelle des diplômés de la promotion 2021 à 30 mois. Cette année, le taux de réponse est de 55 %, en baisse par rapport aux années précédentes.

- Taux d'emploi : À 30 mois, le taux d'emploi est de 85 %, équivalant à un taux d'insertion professionnelle de 93 % après ajustement pour les reprises d'études et autres situations non actives. Bien que ce taux accuse une légère baisse, il reste stable à long terme.
- Accès au premier emploi :
 - Le taux de diplômés décrochant un emploi avant ou un mois après la diplomation est de 54 %.
 - Les données montrent une légère baisse (4 points) dans le taux de poursuite d'études. Certains parcours sont plus propices à la poursuite d'études, comme ceux préparant aux concours de la fonction publique ou aux écoles de journalisme.
- Caractéristiques de l'emploi :
 - 87 % des diplômés sont salariés, 53 % en CDI, et 78 % ont un statut cadre.
 - Le secteur privé est le plus représenté avec 50 %, suivi du secteur public (35 %) et des ONG ou associations (15 %).
- Secteurs d'activité : Les principaux secteurs sont l'administration (23 %), les études et conseils (21 %), et le secteur de la santé, social et humanitaire. Le domaine du développement durable commence à gagner en importance.
- Rémunération : Le revenu mensuel moyen net des diplômés est en progression depuis 2014, avec un pic pour la promotion 2012.
- Compétences et responsabilités :
 - Une majorité de diplômés occupe des postes avec des responsabilités en gestion de projets (36 %), en gestion de budgets (36 %), et en management d'équipe (35 %).
 - 54 % ont des missions liées à la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), avec l'environnement en tête (viennent ensuite l'égalité hommes femmes, puis le handicap). Pour 33 %, leur mission principale est en lien avec la RSE et pour 21 % c'est une mission secondaire.
- Localisation de l'emploi :
 - Il y a une baisse significative du nombre d'alumni travaillant à l'étranger, divisée par deux en quatre ans. Cette diminution pourrait être liée à la pandémie ou à une moindre connaissance des opportunités à l'international.
 - Toutefois, 54 % des diplômés ont des missions liées à l'international, comme travailler sur des projets internationaux.

M. Ballet s'enquiert des raisons expliquant la légère baisse du taux d'emploi.

Mme Couderc indique que l'enquête d'insertion professionnelle de la Conférence des grandes écoles, dont l'établissement est membre, a été publiée cette semaine. La légère baisse s'observe dans toutes les écoles, qu'il s'agisse des écoles d'ingénieurs ou de management. Selon elle, cette tendance est donc liée à une situation économique globale.

M. Ballet note que dans la méthode de recherche du premier emploi, le réseau des alumni arrive en dernier en termes d'utilisation, représentant seulement 2 % des méthodes de recherche. Il se demande s'il existe des pistes d'amélioration pour mieux utiliser ce réseau.

M. Ramon explique que l'association est actuellement en phase de redynamisation. Avant la période Covid, les activités de l'association étaient davantage centrées sur Paris et sur des aspects festifs. L'objectif actuel est de revenir à des fonctions plus classiques, telles que l'aide à la recherche d'emploi et la diffusion d'offres.

Mme Couderc indique que la difficulté rencontrée par les associations d'alumni n'est pas spécifique à Sciences Po Bordeaux, mais touche l'ensemble des établissements. Ces associations, autrefois financées principalement par les cotisations et basées sur des annuaires aux étudiants, ont vu leur modèle économique perturbé par l'émergence des réseaux sociaux professionnels. L'établissement a pris des mesures pour compenser cette baisse d'activité, comme la gestion de l'outil Réseaux Alumni, l'organisation de rencontres carrières et de séminaires de professionnalisation intégrés dans les parcours de masters. Enfin, Mme Couderc souligne que certaines offres d'emploi proviennent d'alumni, et que le réseau est souvent exploité sans être explicitement reconnu. Les chiffres de l'enquête ne reflètent donc peut-être pas entièrement la réalité.

M. Lambert confirme que le réseau des alumni joue un rôle important dans l'accompagnement en amont des diplômés. Dans les carrières publiques par exemple, le réseau alumni est essentiel pour trouver des alternances et des tutorats pour les concours.

M. Ballet demande s'il existe des données genrées sur les rémunérations des diplômés en sortie d'études.

Mme Annézo confirme qu'il y a des écarts de rémunération en fonction du genre, principalement dus à des différences dans les secteurs d'activité. Elle informe qu'une mise à jour des données par parcours de Master sur l'insertion professionnelle sera bientôt disponible en ligne pour aider à mieux comprendre les débouchés.

Mme Gaudin fait remarquer que les statistiques sur les masters doivent être interprétées avec prudence lorsqu'il y a peu d'étudiants dans certains parcours. Ensuite, elle s'étonne du taux de réponse, assez bas cette année. Elle se demande si cela n'introduit pas un biais, ceux étant satisfaits de leur emploi ayant plus tendance à répondre.

Mme Annézo précise que les comparaisons par master se basent sur une analyse combinée des résultats des enquêtes sur dix ans, incluant les données depuis 2017, pour obtenir une vue complète et représentative des parcours des diplômés. Concernant le taux de réponse, depuis l'adhésion de l'IEP à la Conférence des grandes écoles, ils sont désormais tenus de réaliser des enquêtes d'insertion à 6 mois et 18 mois, en plus de celle à 30 mois qu'ils réalisaient déjà. Cette multiplication des enquêtes a entraîné un étiolement des réponses, le taux de réponse étant de 80-85 % lorsqu'il n'y avait qu'une seule enquête annuelle.

■ Rapport sur la politique de recherche 2023 PJ. 12

M. Berrou présente la politique scientifique de Sciences Po Bordeaux :

- Les priorités de la politique scientifique :
 - Le soutien aux capacités de recherche, avec un objectif d'accroissement des capacités de recherche.
 - La mise en réseau à l'échelle nationale, internationale et locale, la valorisation des résultats de la recherche (publications, médiation scientifique).
 - Le développement de synergies de recherche entre le CED et le LAM, en particulier sur les enjeux de transition environnementale et numérique, ainsi que sur les méthodes innovantes en sciences sociales.
 - Le renforcement de l'articulation entre recherche et enseignement et les enjeux d'appui à la formation par la recherche et de formation à la recherche.
- Les instruments budgétaires :
 - Bonus qualité recherche : 45 000 € par an, principalement pour financer l'aval de la recherche (les communications et publications scientifiques).
 - Préciput ANR : principalement pour financer l'amont de la recherche, comme les workshops et les infrastructures nécessaires à la collaboration entre les laboratoires.
- Les lieux où s'élabore la politique scientifique :
 - La direction de la recherche, organisée en trois pôles :
 - Stratégies financières : géré par Julia Mathurin.
 - Montage et gestion des contrats : géré par Marie-Ange Resano.
 - Communication et médiation scientifique : géré par les chargés de communication des UMR, qui consacrent 20 % de leur temps à cette direction.
 - La commission scientifique, une instance consultative chargée d'émettre des avis sur toutes les questions concernant la recherche, sa coordination, sa valorisation, et l'articulation entre enseignement et recherche.
- Les résultats du rapport :
 - Alerter :
 - Le rapport prend acte d'une certaine inquiétude de la communauté scientifique quant au rapport un peu paradoxal et ambigu que la France entretient vis-à-vis de la science, entre le discours de soutien d'un côté et les coupes budgétaires de l'autre, voire parfois l'instrumentalisation de la communauté scientifique.
 - Le rapport signale également que le niveau des séjours scientifiques internationaux ne reviendra probablement pas à celui d'avant la pandémie, principalement à cause du durcissement des conditions d'accueil dans certaines zones (l'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient).



- *Remercier :*
 - Malgré un contexte difficile et des surcharges de travail, M. Berrou remercie la communauté académique pour son engagement continu. Il souligne les cinq nouveaux projets de recherche, les 152 publications et un budget légèrement réduit, mais toujours significatif (plus d'un million d'euros). Bien que ce budget soit en légère diminution de 20 % par rapport à l'année précédente, cette baisse doit être relativisée au regard des augmentations exceptionnelles des deux années précédentes.
 - M. Berrou exprime également sa gratitude pour les efforts de l'équipe et de la direction dans le renforcement du lien entre recherche et formation, notamment à travers la réforme du premier cycle. Il souligne la nécessité de continuer dans cette voie et d'appliquer cette orientation au second cycle, en dépassant les oppositions entre recherche et professionnalisation, sciences dures et sciences sociales. Il cite les mots de Bruno Latour pour souligner que cette réforme devra s'efforcer de concilier le proche et le lointain, l'immédiatement utile et le durablement fécond, ce qui professionnalise et ce qui prépare à l'imprévisible.
- *S'engager :* La direction de la recherche s'engage sur la promotion d'une recherche interdisciplinaire d'excellence, le renforcement de l'articulation entre recherche et formation, le soutien à la médiation scientifique, l'amélioration de l'attractivité du doctorat et la féminisation de la communauté académique.

M. Gallet remercie M. Berrou et s'enquiert d'éventuelles questions.

M. Potier indique que deux points l'interpellent. Le premier concerne la forte baisse du nombre d'inscriptions en thèse, divisé par deux ou trois en dix ans. Le deuxième point porte sur le lien entre la recherche et la société en général. M. Potier note les efforts de médiation réalisés et s'interroge sur les actions entreprises pour communiquer les travaux de recherche aux décideurs publics ou privés, comme les ministères, les entreprises et les parlementaires. Il prend l'exemple des travaux sur les outre-mer, qu'il trouve particulièrement intéressants et utiles.

M. Berrou précise que les données sur les inscriptions en thèse avant 2013 ne sont pas numérisées. Le taux est conforme à la moyenne nationale, reflétant un problème général d'attractivité du doctorat. À l'IEP, cette baisse est asymétrique entre les deux URM. Au LAM, elle est liée à la disparition de l'ancienne école doctorale qui n'existe plus depuis peu et à un effet générationnel qui a entraîné une baisse de HDR. Concernant la médiation scientifique, il utilise une définition large incluant les cafés recherches et des programmes de recherche-action orientés vers la décision. De plus, promouvoir les interfaces recherche-décision-action est un axe du DDRS.

Mme Duchesne précise que la situation des doctorants n'est pas symétrique. Pour le CED, un gros travail de régulation des inscriptions en thèse a été mené, visant à s'assurer que tous les doctorants inscrits bénéficient d'un financement ou ont une activité compatible avec la thèse, par exemple comme enseignants du secondaire. Il n'y a donc pas un manque d'intérêt des doctorants, mais une volonté de contrôle des inscriptions. De plus, un effort est fait pour convaincre les doctorants que leur carrière ne se limite pas à l'université et à la recherche, et qu'ils peuvent aussi jouer un rôle de médiation de la recherche en intégrant directement la société.

M. Berrou ajoute qu'il y a un grand plan national de relance du doctorat. Ce plan vise à améliorer la perception des débouchés professionnels du doctorat au sein de la communauté académique et à redéfinir son rôle vis-à-vis du secteur privé. Simultanément, il cherche à revaloriser le doctorat du point de vue du secteur privé.

Mme N'Diaye indique que le LAM a aussi effectué ce travail de contrôle des inscriptions, pour s'assurer que les doctorants soient bien financés et *in fine* bénéficient d'un bon encadrement. En ce qui concerne le dialogue avec d'autres sphères que la sphère académique, le LAM est très impliqué et sollicité. Par exemple, la chaire Diasporas africaines, reste pilotée par les chercheurs du LAM, collabore avec la région, l'Agence française de développement et Expertise France, très demandeurs d'études sur des questions comme la citoyenneté et le vote des diasporas.

M. Lartigau souligne que la fonction publique, notamment le ministère, s'intéresse aux profils des doctorants. Il suggère de mieux informer les postdoctorants sur les débouchés dans l'administration.

Mme Gaudin informe qu'il n'est pas rare d'avoir des titulaires de doctorat au Centre de préparation des concours administratifs, mais il n'y a jamais eu de collaboration avec l'école doctorale. Lorsqu'on suggère aux doctorants d'envisager des carrières autres qu'académiques, ils perçoivent souvent cela comme un renoncement.

Mme Duchesne indique qu'un travail important a été entrepris pour présenter aux doctorants les diverses carrières accessibles avec un doctorat. Bien que leur environnement universitaire les incite à se projeter principalement dans des carrières académiques, des efforts sont faits pour leur montrer d'autres possibilités et chaque année, des rencontres sont organisées avec des professionnels ayant suivi des parcours non universitaires. Au CED, un réseau d'alumni est en construction pour les docteurs depuis 2012, regroupant entre 120 et 130 personnes. Ce travail commence à porter ses fruits, avec des doctorants s'orientant vers des carrières dans la haute administration, qui semblent leur plaire.

Mme Nakanabo Diallo propose à M. Lartigau d'intervenir auprès des doctorants pour qu'ils se rendent compte des opportunités disponibles.

M. Lartigau ajoute que des initiatives se structurent autour de la direction interministérielle de la transformation publique pour valoriser le doctorat et la recherche dans l'administration, comme les thèses COFRA.

6. Organisation générale des études

■ Règlement des études et des examens pour l'année universitaire 2024-2025 PJ. 13

Mme Thiriot informe que le règlement des études et des examens pour l'année universitaire 2024-2025 est en cours de restructuration, notamment en raison de la réforme du premier cycle. Elle présente les principales modifications :

- Gestion des absences :
 - Introduction d'une disposition permettant l'ajournement définitif pour les étudiants fortement absents, comme mesure de dissuasion.
 - Les étudiants souffrant de douleurs chroniques, dont les douleurs menstruelles, pourront avoir jusqu'à deux jours d'absence justifiée par mois, avec un certificat médical en début d'année.
- Communication des notes : Les notes de la première session seront désormais consultables au cours du second semestre, conformément à une demande des étudiants.
- Stages :
 - Extension de la période de stage possible dès la fin des épreuves écrites, avec l'obligation de revenir pour l'oral.
 - Les étudiants des filières intégrées internationales pourront bénéficier de conventions de stage avec des employeurs de droit français.
- Première année : Mise en place d'un rattrapage pour les modules complémentaires, afin d'éviter des problèmes liés aux crédits non acquis.
- Deuxième année : Dans le cadre de cette année de transition, le travail personnel sera rendu facultatif pour les 2 A en mobilité de la promotion de transition, une moitié étant en mobilité en 2024-2025, et sera valorisé dans un supplément au diplôme.

Mme Bonnaud exprime sa satisfaction quant à la mise en place du congé menstruel à l'IEP. Elle remercie les militants de l'UNEF et la mobilisation étudiante pour leur soutien, ainsi que la direction pour son écoute et son travail tout au long de l'année.

M. Ballet commence par exprimer des regrets quant à la construction du règlement, soulignant les contraintes de temps qui n'ont pas permis une discussion approfondie des documents avant la CPCA. Il regrette particulièrement l'absence de discussions préalables avec la direction sur certaines questions importantes, comme celles liées aux absences. Selon eux, plusieurs points sont problématiques :

- Le délai de quinze jours pour justifier les absences est jugé trop court : des absences pourraient être justifiées si le délai était plus long.
- La possibilité d'ajourner définitivement un étudiant pour plus de 12 absences injustifiées est considérée comme une sanction disproportionnée. Il aurait été préférable d'augmenter le nombre à 18. Il rappelle que le problème des mesures de dissuasion, c'est qu'elles sont à la discrétion de ceux qui en ont la maîtrise. Elles présentent donc un risque pour les droits des étudiants si elles sont mal interprétées ou mal appliquées.
- Le règlement place les étudiants souhaitant réaliser une mobilité mixte en fin de classement pour l'attribution des destinations, ce qui est injuste et réduit fortement l'attractivité des mobilités mixtes.
- Le règlement prévoit que les étudiants absents à une des épreuves pour le classement mobilité seront retirés du classement et que leurs demandes seront traitées en dernier, même en cas d'absence justifiée. Cette mesure est jugée injuste, notamment dans le cas d'absences imprévues comme une hospitalisation. Il est

proposé de maintenir l'étudiant dans le classement et de calculer sa moyenne sur la base des épreuves auxquelles il a pu participer.

M. Ballet conclut en notant que malgré ces points problématiques, de nombreuses améliorations ont été apportées depuis la CPCA (le congé menstruel, la possibilité de rattraper le cours Frontière des sciences ou encore la précision de la composition de certaines commissions). C'est pourquoi, ils voteront favorablement.

M. Gilles Bertrand précise que les décisions de délibération, y compris celles concernant les ajournements, sont prises par un jury et non par les seuls directeurs des études.

M. Gallet met la délibération aux voix.

Résultat du vote	Délibération 2024-19
Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	28
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	9
	Pour 28
	Contre 0
	Abstention 0

→ Résultat : adoptée

■ Règlement CVA/Mise à jour règlement vie associative PJ. 14

M. Lambert explique qu'un règlement pour la commission vie associative a été élaboré en collaboration avec M. Prévot, la direction et le service juridique afin de mieux encadrer l'octroi des subventions aux associations de l'IEP. Pour l'exercice 2024, 25 000 € seront alloués aux associations. M. Lambert présente les principales modifications apportées :

- Encadrement juridique : La mise en place de ce règlement vise à formaliser les procédures d'octroi des subventions, jusqu'ici non régulées juridiquement. Cela permettra un contrôle a posteriori sur l'utilisation des subventions accordées, en imposant des conditions claires pour la réalisation des projets.
- Élargissement des bénéficiaires : Le règlement ouvre les demandes de subventions à toutes les associations de l'IEP, y compris celles de master, qui étaient précédemment exclues.
- Ajout de suppléants : La révision vise également à simplifier le travail des membres de la commission vie associative, qui se réunit deux jours par an, en introduisant des suppléants désignés par écrit pour les élus étudiants, conformément au décret de 1989. Cela permettra une meilleure gestion des absences et une participation accrue.
- Critères de recevabilité :
 - Les demandes de subvention doivent provenir d'associations reconnues par l'IEP et respecter plusieurs critères, notamment (1) la conformité avec le règlement de vie associative, la charte du vivre ensemble, et le contrat d'engagement républicain et (2) le respect des principes de laïcité, de neutralité partisane, d'accessibilité, et d'inclusivité.
 - À terme, une charte de la biodiversité et de la protection de l'environnement doit être rédigée en co-construction avec les associations.
 - Sont exclues les demandes liées à des activités partisans, religieuses, ou à la vente d'alcool.
- Objectifs des subventions : Les subventions visent à promouvoir la communication autour des événements de Sciences Po Bordeaux, encourager les activités interassociatives, et soutenir des projets ayant un rayonnement général pour l'IEP.

M. Prévot ajoute une proposition de modification à l'article 3 du règlement concernant la déclaration des événements. Actuellement, l'article exige que la déclaration précise l'objet, les dates et horaires, les coordonnées des organisateurs, les lieux, le nombre de personnes attendues, et le programme de l'événement. Il est suggéré d'ajouter que pour les conférences, il faut aussi fournir les coordonnées de l'enseignant-chercheur référent. L'idée n'est pas d'imposer un référent pour chaque conférence, mais d'avoir la possibilité de l'exiger si nécessaire. La proposition soumise au vote inclut donc l'intégration du règlement de la commission vie associative (CVA) au règlement de la vie étudiante et associative, avec cet ajout à l'article 3.

M. Potier propose de remplacer le terme « homophobe » par « LGBT-phobe » à la page cinq pour une meilleure inclusion.

M. Ballet exprime des préoccupations quant au dernier ajout mentionné par Monsieur Prévot, y voyant une limitation à la capacité des associations à organiser des événements de manière autonome. Il s'interroge également sur la disponibilité des enseignants-chercheurs, qui ont déjà une charge de travail importante. Il propose donc d'amender le règlement pour que la mention de l'encadrement d'un enseignant-chercheur soit facultative.

M. Prévot estime que la mesure est nécessaire. Il rappelle le cas des années d'élection présidentielle, lors desquelles certaines conférences se sont transformées en réunions de campagne, ce qui n'est pas acceptable.

M. Lambert souligne que des conférences sur le conflit israélo-palestinien ont été interdites cette année pour menaces de troubles à l'ordre public. Des moyens d'action existent donc déjà pour prévenir ce genre de débordements.

M. Gilles Bertrand souligne que certains étudiants se donnent beaucoup de mal pour inviter des conférenciers externes, alors que des experts compétents se trouvent sur le campus. Selon lui, un accompagnement pourrait aider les étudiants à mieux cibler les intervenants et à ne pas se disperser.

M. Tiberj suggère un compromis en proposant un accompagnement par des enseignants-chercheurs ou des experts de l'institution pour certains types de conférences spécifiques. L'accompagnement ne serait donc pas systématique, mais ciblé.

M. Darbon précise qu'il n'a jamais été question d'imposer un accompagnement systématique. L'idée est simplement que lorsqu'une conférence aborde des sujets sensibles ou problématiques, il y ait des garanties pour éviter que l'événement ne devienne un espace de propagande. L'objectif est de prévenir des dérapages ponctuels, et non de remettre en question la confiance accordée aux associations.

M. Diard estime que si ce n'est pas systématique, il faut que ce soit écrit comme cela. Il juge cette mesure infantilisante et rappelle que les étudiants sont autonomes et indépendants.

M. Darbon répond que l'Institut reste responsable de ce qu'il se passe dans ses murs. Ces mesures ne doivent pas être perçues comme une forme d'infantilisation, mais comme une protection nécessaire pour tous.

M. Gallet souligne qu'il s'agit de préserver l'identité et l'intégrité de l'institution, au-delà de leur propre passage éphémère au sein de l'IEP.

M. Lambert fait remarquer que la présence d'un enseignant-chercheur ne résoudra pas les problèmes de débordement : il ne pourra pas faire grand-chose si les étudiants décident de cadenasser un amphithéâtre par exemple. Il ajoute que si ce n'est pas systématique, cela doit être inscrit comme tel dans le règlement, sinon celui-ci perd sa valeur.

Mme Gaudin ne comprend pas la logique de dire que le contrôle ne sera pas systématique et en même temps d'écrire que ce sera le cas. Elle propose que le règlement soit modifié pour permettre à la direction de l'établissement de mobiliser le dispositif de manière discrétionnaire, plutôt que de l'imposer systématiquement.

M. Darbon explique que l'idée est d'appliquer la mesure de manière adaptée selon les situations, notamment lorsqu'un événement peut dégénérer en une grande manifestation. De plus, la présence d'un enseignant-chercheur comme intermédiaire peut aider à prévenir des conflits directs avec la direction.

M. Potier propose de modifier l'article à la page 12 pour ajouter que les coordonnées de l'enseignant-chercheur référent doivent être précisées « lorsque la direction de Sciences Po Bordeaux estime nécessaire d'en désigner un ».

M. Gallet propose le texte modifié au vote.

Résultat du vote		Délibération 2024-20
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		28
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		9
	Pour	28
	Contre	0
	Abstention	0

→ **Résultat : adoptée**■ **Approbation des calendriers pédagogiques 1A, 2A, 3A et 4A, PJ.15.1, 15.2, 15.3, 15.4**

Mme Thiriot indique que les calendriers ont été présentés au Conseil d'administration précédent et qu'il s'agit là de voter les modalités des inscriptions pédagogiques à la rentrée pour les cours à choix, les cours options et pour le sport. Elle souligne l'introduction d'une nouvelle modalité d'inscription pour les activités sportives, une demande de longue date des étudiants.

M. Gallet soumet la délibération au vote.

Résultat du vote		<i>Délibération 2024-21</i>
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		27
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		9
	Pour	27
	Contre	0
	Abstention	0

→ **Résultat : adoptée****7. Informations et questions diverses**

Mme Bonnaud soulève un problème avec les frais d'inscription actuels, qui reposent sur des critères trop limités et ne reflétant pas la diversité des situations familiales des étudiants. Actuellement, les critères incluent les boursiers, les familles mariées ou pacsées, les parents isolés, et les étudiants avec un avis d'imposition personnel, mais ces options ne couvrent pas les cas de familles recomposées, de garde partagée, ou de pension alimentaire. Ces critères restreints engendrent des inégalités, en particulier pour les étudiants rattachés à un seul parent, mais dont les frais sont calculés sur les revenus des deux foyers fiscaux en cas de divorce, ou pour ceux qui doivent inclure les revenus d'un beau-parent qui ne contribue pas au financement des études. Il est donc demandé que le règlement des frais d'inscription de Sciences Po Bordeaux soit révisé pour mieux refléter les situations familiales complexes et pour être aligné avec les pratiques d'autres IEP et les distinctions juridiques. La proposition inclut les situations suivantes :

- Parents isolés : calcul des frais uniquement sur les revenus du parent seul.
- Parents divorcés avec garde exclusive ou alternée : calcul sur les revenus des seuls parents à charge fiscalement de l'étudiant en cas de remariage ou de pacs.
- Étudiant majeur non rattaché au foyer fiscal des parents.

M. Darbon répond qu'une décision sur une question aussi complexe ne peut être prise immédiatement et que les différentes options proposées pourraient entraîner des risques d'optimisation fiscale. Il propose de recevoir la revendication par écrit pour pouvoir l'examiner en détail, en comparant avec les autres IEP et en évaluant l'impact en termes d'équité.

Mme Gaudin fait une remarque sur le système de déclaration des heures complémentaires afin que ce point figure au procès-verbal. Lors de la validation des heures en CA restreint, ils ont constaté qu'un collègue avait largement dépassé le plafond des heures complémentaires. Elle se demande s'il existe un mécanisme d'alerte au moment de la déclaration de service, car il est assez désagréable pour eux de devoir confronter un collègue et contester les heures.

M. Darbon répond que cela fait cinq ans que la direction signale à cet enseignant que la situation est intolérable. Des engagements avaient été pris pour qu'il réduise le nombre d'heures, mais le problème persiste. Il ajoute que la manière dont certains collègues déclarent leurs cours à l'avance est fluctuante, ce qui rend difficile une gestion en amont.

M. Gallet lève la séance et informe que le prochain CA se tiendra le 27 septembre prochain.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.